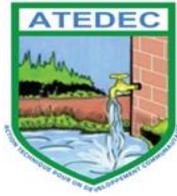


ATEDEC



**RAPPORT D’EVALUATION SUR LE RETOUR ET DE
PROTECTION DANS LA PREFECTURE DE BASE KOTTO**

DU 18 JUILLET AU 6 AOUT 2016



L'Equipe d'ATEDEC rencontre avec les rapatriés Spontanées dans le village de Masombo Sepele, commune Kotto Oubangui, Satema

Contacts:

George KARARA,
Directeur Pays- ATEDEC RCA,
atedecrca@gmail.com: Tel : +236-72868430 /75109959
Website : www.atedec1.org

Table of Contents

(i) Liste des Sigles et abréviations.	3
(ii) Liste des tableaux et Figures.....	5
1. Introduction	6
2. Contexte et justification de l'évaluation:	6
3. Objectif principal de evaluation:	6
4. Objectifs Spécifiques:	7
4.1 Les objectifs spécifiques sont:.....	7
5. Méthodologie de l'évaluation :	7
5.1 Outils et support de collecte des données.....	7
6. Donnée démographique de la préfecture de Basse Kotto.	8
6.1 Population par sexe et tranche d'âge :	8
7. Couverture géographique de l'évaluation.	9
7.1 Quartiers et villages sélectionnés par sous-préfecture.....	9
8. Principaux résultats de l'évaluation	10
9. Etat des infrastructures routiers, accès et sécurité:	11
10. Evaluation sur le retour.	12
10.1 Des rapatriées spontanées.....	12
10.2 Obstacles majeures au retour	12
10.3 Profilage des rapatriees.....	13
10.4 Les personnes les plus influentes aux retours dans les villages	14
10.5 Chefs de ménages dans les villages enquêtés.	14
11. Protection des civiles et situation sécuritaire	15
12. Risques et Incidents majeurs de protection.	15

13. Intervention des acteurs humanitaires.....	16
14. Situation sécuritaire et déplacements dans les sous-prefectures.....	17
14.1 Situation sécuritaire et déplacements dans la Sous-préfecture d’Alindao.....	17
14.2 Des anciens déplacés venant de zangba.....	17
14.3 Aperçu de situation dans la Sous-préfecture de Mingala:	18
14.4 Aperçu de situation dans la Sous-préfecture de Kembe:.....	18
14.5 Situation de retour dans la Sous-prefecture de SATEMA:	19
15. Analyse de besoins sectoriels	19
15.1 Abris, Articles non Vivres et protection.....	19
15.2 Abris.....	19
15.4 Eau, Hygiène et Assainissement.....	20
15.5 Risques de protections liées au faible accès à WASH.....	22
15.6 Sécurité alimentaire	23
15.7 Santé	23
15.8 L’accès des soins de santé.....	24
16. Principaux Recommandations	24
16.1 Abris et NFI	25
16.2 Protection.....	25
16.3 Protection de l’enfance	25
16.4 Sécurité Alimentaire.....	26
16.5 WASH	26
16.4 Santé.....	27
16.6 Infrastructures routiers et de pistes rurales	27
(i) Liste des Sigles et abréviations.	

ACTED	: Agence d'Aide à la Coopération Technique et au Développement.
ASD	: Association de Semence de Vie
ATEDEC	: Action Technique pour un Développement Communautaire
CICR	: Comité International de Croix Rouge
COD	: Congo, Democratic Republic
COHEB	: Community Humanitarian Emergency Board
CORDAID	: Catholic Organization for Relief and Development
EECA	: Espoir des Enfants de Centrafrique
EHA	: Eau, Hygiène et Assainissement
FOSA	: Formation Sanitaire
HCR	: Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés
OCHA	: Office for the Coordination of Humanitarian Affairs
OMS	: Organisation Mondiale de la Santé
ONG	: Organisation Non Gouvernementale
PAM	: Programme Alimentaire Mondiale
PFE	: Pratiques Familiales Essentielles
RCA	: République Centrafricaine
RDC	: République Démocratique du Congo
RGPH	: Recensement générale de population et de l'habitat
RPFCA	: Réseau de Femmes Pleureuse de Centrafrique
RRM	: Rapid Response Mechanism
SNIS	: Système National d'informations Sanitaires
VBG	: Violence Basé sur le Genre
WASH	: Water, Sanitation and Hygiene

(ii) Liste des tableaux et Figures

Table 1 : *Population de la Basse Kotto, Source : RGHP 2003, projection 2015*

Table 2 : *Ménages enquêtées par sous-préfecture, commune et villages.*

Table 3 : *Profilage des rapatriées par sous-préfecture*

Table 5 : *Incidents de protection globale mai-juillet 2016*

Table 6 : *Incidents liés à la protection de l'enfance*

Table 7 : *Détail sur EHA dans les ménages*

Table 8 : *Proportion de ménages dans l'insécurité alimentaire*

Figure 1 : *Etat des routes et des pistes rurales*

Figure 2 : *Analyse des obstacles aux retours*

Figure 3 : *Catégorie de personnes influentes aux retours*

Figure 4 : *Femmes chefs de ménages retournées*

Figure 5 : *Latrine des majorités de ménages*

Figure 7 : *Incidents de protection liés à WASH*

Figure 8 : *Des femmes et des enfants aux risques liées à WASH*

Figure 9 : *Taux de dégradation de structure sanitaires*

1. Introduction

Ce rapport est le produit d'une évaluation de besoins en protection des retournées internes et des rapatriées spontanées venant de la République Démocratique du Congo (RDC) depuis mai 2016, et résidant dans les familles d'accueil. Cette évaluation a été initiée, financée et exécuté par ATEDEC (Action Technique pour un Développement Communautaire) en collaboration avec deux ONGs nationales et une Association locale. Il s'agit de l'ONG Espoir des Enfants de Centrafrique (EECA), l'ONG Réseau des Femmes Pleureuse de Centrafrique (RFPCA) et l'Association Semence de Vie (ASD), basée à Kongbo Centre 2, commune de Bangui Kette, sous-préfecture d'Alindao. L'évaluation a été faite pendant une période de trois semaines du 18 juillet jusqu' au 6 aout 2016 dans un environnement sécuritaire peu favorable et a touchée toutes les six sous-préfectures de la Basse Kotto : Alindao, Mingala, kembe, Mobaye, Satema et Zangba.

D'une manière générale, le rapport relate une faible intervention humanitaire, avec une insécurité et un faible accès aux services sociaux de basse. Il a été aussi noté une situation de vulnérabilité importante touchant particulièrement les femmes et les enfants dans les familles d'accueils, des retournées ou des rapatriées et en plus les déplacés dans les villages de refuges nouvellement créés dans les brousses éloignées suite à la crise qu'a connue la RCA en 2012 La situation scolaire, sanitaire et alimentaire de toute la population de la dite préfecture demeure préoccupante.

2. Contexte et justification de l'évaluation:

Depuis 2012 où les crises ont commencées en République Centrafricaine, la population de la Région Sanitaire N°6 en générale et en particulier celle de la Préfecture de Basse-Kotto vivent un moment d'insécurité d'ordre social ou sanitaire exposant les plus vulnérables c'est-à-dire les enfants et les femmes dans un environnement déplorable. Les cas de pertes en matériels, des pillages des biens administratifs, de pertes humaines, des violences basées sur le genre, le recrutement forcé dans les groupes armés ont touchés toute la préfecture. Il faut signaler que pendant ces fameux événements la zone était presque déserte car la population pendant les affrontements a pris fuite dans la brousse pour se réfugier et aussi bon nombre d'elle ont fuit dans le pays voisin La République Démocratique de Congo. Plus de 52.000 réfugiés qui ont fuit vers la RDC venants de différentes sous-préfectures de Basse Kotto ont été principalement campé dans les sites de Inke, Zewe, Boyabo et Mole dans les territoires de Mobayi, Mbongo et Mbanga en RDC et 7800 personnes ont été déplacées à l'intérieur et non encore réinstallés car leurs maisons ont été pillées ou endommagées.

3. Objectif principal de evaluation:

L'objectif principal de cette évaluation est d'évaluer les besoins en matière de protection et droits humain en générale ; l'état et condition des rapatriées et des retournées ; les cas de VBG / VBG/S ; la protection de l'enfance ; l'accès aux services sociaux

essentiels de base tels que le logement, la santé, l'eau, hygiène et assagissement (EHA) et la sécurité alimentaire.

4. Objectifs Spécifiques:

4.1 Les objectifs spécifiques sont:

- (i) procéder à un profilage des rapatriés de la RDC et de retournées ;
- (ii) évaluer leur besoins immédiates de base et les besoins de réinstallation socioéconomique,
- (iii) évaluer les cas de risques et incidents de protection en général dans chaque sous-préfecture
- (iv) évaluer et démontrer les besoins nécessaires pour répondre aux risques et incidents de protection ;
- (v) démontrer le statut et les lacunes liées à l'accès aux services sociaux de base
- (vi) informer les acteurs humanitaires et de développement en vue de plaider pour répondre aux besoins énumérés dans cette évaluation.

5. Méthodologie de l'évaluation :

La méthodologie et l'approche employées pour cette évaluation était de :

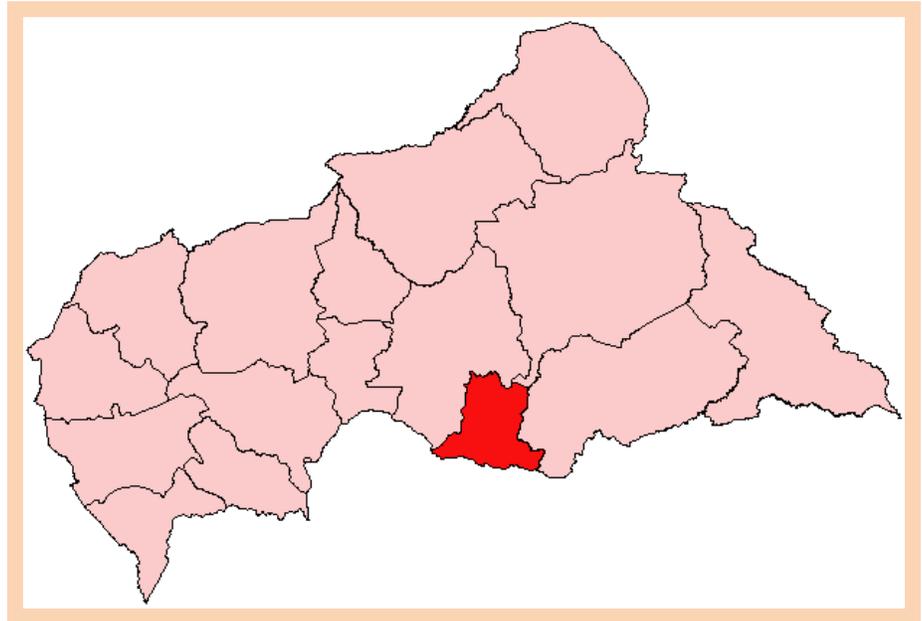
- (i) faire des entretiens en groupe de discussion (focus groups) avec les leaders d'opinion, chefs traditionnels, responsables locaux, personnes ressources, les associations locales etc...dans chaque village choisi ;
- (ii) faire des entretiens individuels avec les chefs de ménages ou leurs représentants.
- (iii) Des réunions d'information ont été organisée avec les autorités locales et les notables, des contacts ont été établis avec les maires de communes et quelques députés. Des visites, contacts et discussions directes avec de personnes déplacées/ retournées et les rapatriées dans les communautés ; les familles d'accueils ont été faites dans différents villages et quartiers. Des contacts avec certain chefs de rapatriés ont été aussi fait après avoir eu les données fournis par les autorités locales selon leurs recensement de rapatriés qui viens de la RDC. Aussi, les organisations à base communautaires et les associations locales ont été incluses et leur participation dans l'évaluation était très utile. Consultation des registres de soins de santé dans certains FOSA et les rapports SNIS ont été faites pour l'évaluation sanitaire.

5.1 Outils et support de collecte des données

Les informations ont été collectées à l'aide de deux supports de collecte dont un formulaire de monitoring de protection et le fiche de profilage de retour fournis par le HCR pendant l'évaluation. Les deux fiches ont servi à recueillir des informations sur les villages ou les quartiers en général puis sur tous les membres habituels du ménage tiré au hasard.

6. Donnée démographique de la préfecture de Basse Kotto.

La préfecture de la Base Kotto compte 313,228 habitants représentant 6,5% de la population Centrafricaine et couvre une superficie de 17,604 km² (1,760,400 ha) représentant 2.8% de superficie de la RCA. Les hommes chefs de ménages représentent 69% contre 31% pour les femmes chefs de ménages. Cette situation



montre combien l'effet de la crise a augmenté les effectifs des femmes chefs de ménages.

6.1 Population par sexe et tranche d'âge :

Table 1 : population de la Basse kotto, Source : RGHP, projection 2015

Sous-préfectures	Commune	Superficie Km ²	Population						
			Σ	F(52%)	H(48%)	0-59 mois	6-17 ans	18-59 ans	3e age
Alindao	Alindao	48	18,104	9,414	8,690	4,707	4,417	8,364	616
	Bakou	1,067	12,808	6,660	6,148	3,330	3,125	5,917	435
	Bangui-Ketté	1,056	23,109	12,017	11,092	6,008	5,639	10,676	786
	Guiligui	835	17,808	9,260	8,548	4,630	4,345	8,227	605
	Yambélé-Ewou	1,849	10,324	5,368	4,956	2,684	2,519	4,770	351
Kembé	Kembé	756	28,488	14,814	13,674	7,407	6,951	13,161	969
	Mboui	1,493	18,637	9,691	8,946	4,846	4,547	8,610	634
Mingala	Kotto	1,903	18,123	9,424	8,699	4,712	4,422	8,373	616
	Séliba	1,709	7,695	4,001	3,694	2,001	1,878	3,555	262
	Siriki	971	9,741	5,065	4,676	2,533	2,377	4,500	331
Mobaye	Mobaye	273	24,040	12,501	11,539	6,250	5,866	11,106	817
	Mbéïma	1,251	49,950	25,974	23,976	12,987	12,188	23,077	1,698
Satéma	Kotto-ubangui	1,308	28,867	15,011	13,856	7,505	7,044	13,337	981
Zangba	Ouambé	781	26,028	13,535	12,493	6,767	6,351	12,025	885
	Yabongo	1,530	19,502	10,141	9,361	5,071	4,758	9,010	663
Total		17,604	313,224	162,876	150,348	81,438	76,427	144,709	10,650

7. Couverture géographique de l'évaluation.

La préfecture de Base Kotto compte 313,228 habitants représentant 6,5% de la population Centrafricaine et couvre une superficie de 17,604 km² représentant 2.8% de superficie de la RCA. L'évaluation a été faite dans toutes les six sous-préfectures de la Basse Kotto. Treize (13) communes et 24 villages dont la population totale est de 23,313 avec 3,656 ménages ont été visités. Six-cent ménages (600) dont 3 900 habitats ont été tirés pour les interviews spécifiques et remplissage des fiches d'évaluation. Les communes, villages et quartiers sélectionnées et visitées sont indiquées dans le tableau ci-après :

7.1 Quartiers et villages sélectionnés par sous-préfecture.

S/prefecture	Commune	Villages enquetes	Taille de la population	Nbr de Ménage	# Menages enquetes par villages
ZANGABA	Ouambe	Togbo	780	173	32
ZANGABA	Ouambe	Gbama	572	82	13
ZANGABA	Yabongo	Mbata-Boukpata	820	160	26
ZANGABA	Yabongo	Ndoma	687	114	18
Sub-Total			2,859	529	89
SATEMA	Kotto Oubangui	Mbindo	1,025	152	24
SATEMA	Kotto Oubangui	Massombo-Sepele	820	157	25
SATEMA	Kotto Oubangui	Ouango	1,340	191	31
SATEMA	Kotto Oubangui	Satema Centre	820	117	19
Sub-Total			4,005	617	99
KEMBE	Mboui	Gbama 1-5	2,300	288	46
KEMBE	Kembe	Cafbangui	1,252	179	29
KEMBE	Kembe	Foulata	1,380	256	41
KEMBE	Kembe	Koudoukou	820	195	41
KEMBE	Kembe	Beguere	790	121	19
Sub-Total				1,039	176
MOBAYE	Mobaye	Mobaye-Koumoudou1	1,120	186	30
MOBAYE	Mobaye	Tongba-Nzengue	1,420	273	44
MOBAYE	Mbelima	Bolo	750	122	20

MOBAYE	Mbelima	Yama-Ngombele	932	134	21
Sub-Total			4,222	715	115
ALINDAO	Alindao	Bangui-Ville	597	99	16
ALINDAO	Bangui-Kette	Kologbo	520	74	12
ALINDAO	Guilgui	Pavika 7,10, 11	2,670	333	53
ALINDAO	Bakou	Balada 1-2	714	89	14
Sub-Total			4,501	595	95
MINGALA	Kotto	Bana-Dobe	487	74	12
MINGALA	Siriki	Ngundere 1	697	87	14
Sub-Total			1,184	161	26
Grand Total			23,313	3,656	600

Table 2 : ménages enquêtée par sous-préfecture, commune et villages.

8. Principaux résultats de l'évaluation

Les principaux résultats de cette évaluation sont les suivants :

- a) La préfecture de Basse Kotto compte actuellement 1241 ménages retournés venant de la RDC depuis fin mai 2016 et sont dans les familles d'accueils sans assistance.
- b) Des risques ou incidents sérieux de protection aux rapatriées spontanées, retournés internes, même aux résidents ont été relevés dans plusieurs villages.
- c) Les obstacles majeurs au retour sont le manque d'assistance de base, l'insécurité, l'incertitude et la peur où des groupes armés (ex-Séléka) qui ont commis des atrocités pendant la crise de 2013 sont les mêmes qui contrôlent un grand nombre des villages.
- d) 75 % des rapatriées et les résidents enquêtés disent ne pas avoir accès aux soins de santé dans leurs villages. Cela serait dû au manque de moyens et à la distance aux peu postes de santé fonctionnelles par rapport à leurs résidences. L'accès à la gestion et référencement d'urgence des viols en 72h est presque inexistant.
- e) Le taux d'accès à l'eau potable par la population est de 2.5% et ce problème reste chronique dans la dite préfecture.
- f) Au moyen, 88% des adultes et 75% des enfants enquêtés ont déclarées ne prendre qu'un seul repas par jour pendant les cinq derniers jours. 100% des ménages enquêtés déclarent ne pas avoir de réserves alimentaires pour plus d'une semaine

- g) L'équipe d'évaluation a noté 2.023 personnes déplacées depuis aout 2015 (soit 302 ménages) provenant de villages de Gbaga, Ounda, Toukou, Ndougba et Gofô, Gréyanda Bada, Koulinda, Ndoma Vodia et Govia dans la commune d'Ouambe sou-prefecture de Zangba, se sont déplacés dans la commune de Bangui-Kette dont 768 déplacés (soit 154 ménages) sont dans les villages de Mode1 et Goniaka (Groupement Nzelete).
- h) D'une manière générale, ce rapport d'évaluation relate une faible intervention humanitaire dans tous les secteurs, avec une insécurité et un très faibles accès aux services sociaux de basse.
- i) Les affrontements qui ont éclaté lundi 4 Juillet à Bambari entre deux factions opposées appartenant au même groupe armé les tensions résultant de cette escalade des combats ont commencée dans la ville d'Alindao et sa périphérie. Ces affrontements étaient suivis par les déplacements préventifs récurrents de 202 ménages dont 687 personnes dans les communautés d'accueil vers Mingala au PK 12, PK 15 et PK 17. Les affrontements ont aussi occasionné la mort du chef de village de Ngouli (groupement Ngouli) torturé par une de ces factions combattantes sur les allégations qu'il n'a pas obéir à leurs règles et n'est pas loyal envers eux.

Eu égard à ce qui précède, l'intervention pour la protection dans la préfecture de Basse Kotto est pertinente compte tenue de faible présence de acteurs humanitaires.

9. Etat des infrastructures routiers, accès et sécurité:

Les infrastructures routières/ rurales dans la préfecture de Basse Kotto sont généralement en mauvais états et sont fortement dégradées à cause de manque d'entretiens appropriés, signalons même un très faible réseau routière. Les pistes rurales sont rétrécies par les herbes pendant la saison pluvieuse. Les faibles entretiens sont assurés par les comités locaux. Par exemple, pendant notre évaluation dans la commune de Bangui Kette, les comites locales ont aménagés deux ponts qui joignent la commune de Bangui Kette et la sous- préfecture de Mingala sur l'axe Alindao-Zounguinza, et un pont avant le village Kabou, avec un appui d'ATEDEC en Vivres contre le travail. Néanmoins, l'accès logistique et les majorités des routes, pistes et des ponts dans la préfecture de Basse Kotto sont praticables par camion et véhicule 4x4 en toutes saisons. Les moyens de transport utilisés par les populations dans les six sous-préfectures de Basse Kotto sont les engins à deux roues (vélo et moto), les poussettes, les pirogues et la marches.



Figure 1 ; état des routes et des pistes rurales

10. Evaluation sur le retour.

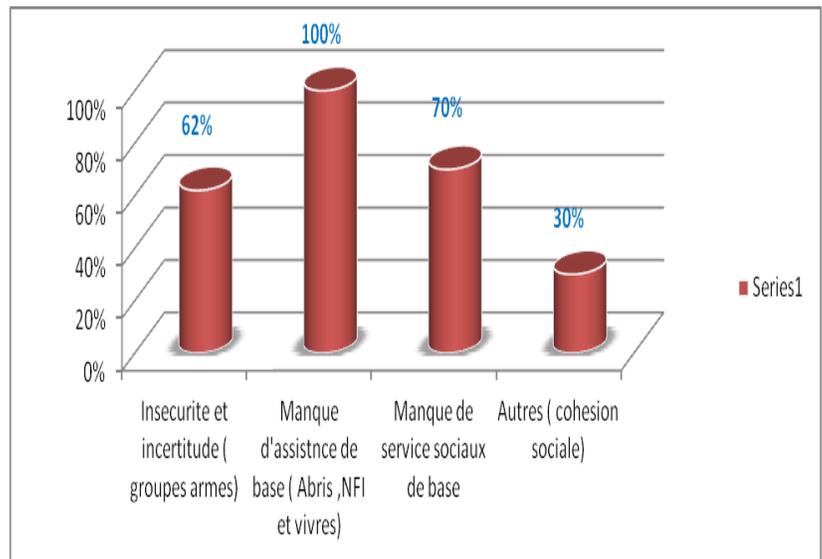
10.1 Des rapatriés spontanés

La présomption de retour à la paix et de la stabilité dans le pays après les élections présidentielles réussies, les conditions de vie dans le pays d'asile, le manque d'assistance humanitaire, les possibilités de reprises d'activités génératrices de revenus au pays, et la réunification familiale sont des raisons principales de retours spontanés des réfugiés qui avaient fui le pays pour se réfugier en République Démocratique du Congo (RDC). Les rapatriés dans la préfecture de Basse Kotto viennent des camps de BoyaBu et Mole, territoire de Libnege; Inke et Zewe dans le territoire de Mobay Mbongo et Bili territoire de Bosobolo /Province de l'Equateur dans la RDC.

Figure 2 : analyse des obstacles aux retours :

10.2 Obstacles majeures au retour

Les obstacles majeurs au retour sont le manque d'assistance de base, l'insécurité, l'incertitude et la peur où des groupes armés (ex-Séléka) qui ont commis des atrocités pendant la crise de 2013 sont les mêmes qui contrôlent un grand nombre de villages, faible climat de coexistence pacifique avec des communautés peuhls, des maisons incendiées de manière que certains villages n'existent plus, et la faible ou manque d'accès au service sociaux de base comme santé, scolarisation des enfants, l'eau potable et présence des autorités légitimes.



10.3 Profilage des rapatriees.

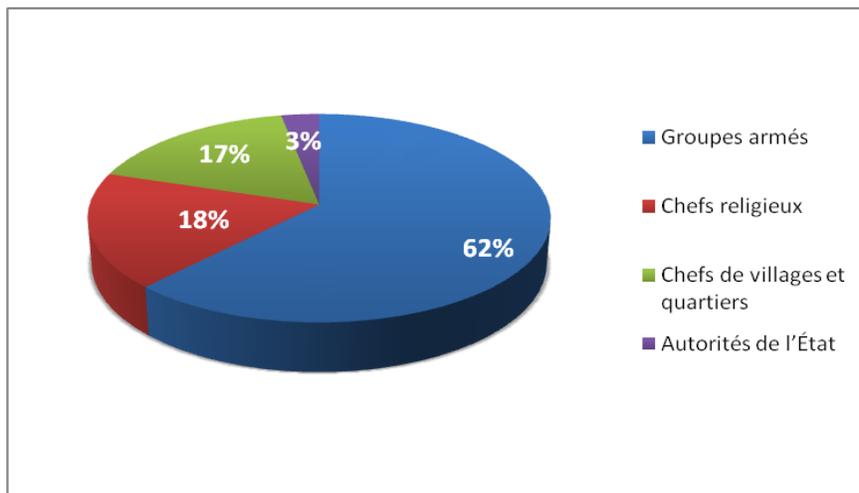
Table 3 : Profilage des rapatriées par sous-préfecture :

S//prefecture	Commune	Village	Pays d'asile	Nombre de ménages de rapatriés	Date d'arrivée
ZANGABA	Ouambe	Togbo	COD	82	MAI-JUILLET
ZANGABA	Ouambe	Gbama	COD	56	MAI-JUILLET
ZANGABA	Yabongo	Mbata-Boukpata	COD	52	MAI-JUILLET
ZANGABA	Yabongo	Ndoma	COD	36	MAI-JUILLET
Sous-Total zangaba				226	
SATEMA	Kotto Oubangui	Mbindo	COD	48	MAI-JUILLET
SATEMA	Kotto Oubangui	Massombo-Sepele	COD	50	MAI-JUILLET
SATEMA	Kotto Oubangui	Ouango	COD	62	MAI-JUILLET
SATEMA	Kotto Oubangui	Satema Centre	COD	38	MAI-JUILLET
Sous-Total Satema				198	
KEMBE	Mboui	Gbama	COD	97	MAI-JUILLET
KEMBE	Kembe	Cafbangui	COD	57	MAI-JUILLET
KEMBE	Kembe	Foulata	COD	79	MAI-JUILLET
KEMBE	Kembe	Koudoukou	COD	81	MAI-JUILLET
KEMBE	Kembe	Beguere	COD	19	MAI-JUILLET
Sous-Total Kembe				333	
MOBAYE	Mobaye	Mobaye-Koumoudou	COD	89	MAI-JUILLET
MOBAYE	Mobaye	Tongba-Nzengue	COD	52	MAI-JUILLET
MOBAYE	Mbelima	Bolo	COD	41	MAI-JUILLET
MOBAYE	Mbelima	Yama-Ngombele	COD	23	MAI-JUILLET
Sous-Total Mobaye				205	
ALINDAO	Alindao	Bangui-Ville	COD	23	JUIN-JUILLET
ALINDAO	Bangui-Kette	Kologbo	COD	81	JUIN-JUILLET
ALINDAO	Guilgui	Pavika	COD	42	JUIN-JUILLET
ALINDAO	Bakou	Balada	COD	25	JUIN-JUILLET
Sous-Total Alindao				171	
MINGALA	Kotto	Bana-Dobe	COD	51	JUIN-JUILLET
MINGALA	Siriki	Ngundere	COD	57	JUIN-JUILLET
Sous-Total Mingala				108	
Grand Total basse Kotto				1241	

10.4 Les personnes les plus influentes aux retours dans les villages

Figure 3 : Catégorie de personnes influentes aux retours

Les résultats d'évaluation montrent que 62 % de personnes interviewées jugent que les leaders de différents groupes armés sont plus influents dans les villages de retour. Pour 18 %, ce sont les chefs religieux, pour 17 % c'est les chefs de villages et quartiers et pour 3 %



sont les différentes autorités de l'État. Signalons que plusieurs cas des chefs de villages et les autorités de l'état locales sont toujours obligées de collaborer avec les groupes armés. La police est presque inexistante dans la préfecture de Basse Kotto. La restauration de l'autorité de l'État à la faveur du retour progressif est pertinente.

10.5 Chefs de ménages dans les villages enquêtés.

Les chefs de ménages sont majoritairement des hommes. Cependant, le pourcentage de femmes chefs de ménages augmente. Les hommes chefs de ménages représentent 69% contre 31% pour les femmes chefs de ménages. Cette situation montre combien l'effet de la crise a augmenté les effectifs des femmes chefs de ménages. Ces dernières sont soit veuves, abandonnées par leur conjoint pour cause de viol, ou encore seules avec les enfants du fait que leurs conjoint ont fui à cause des menaces des groupes armés. Les conditions de vie de ces femmes sont difficiles (suivi des enfants à charge, alimentation, santé). Elles deviennent très vulnérables ainsi que les enfants dont elles ont la charge.

Figure 4 : Femmes chefs de ménages rapatriées





11. Protection des civiles et situation sécuritaire :

L'incertitude et la peur bat son plein parmi la population civile dans la préfecture de Basse Kotto principalement parce que la protection des civils reste entravée par la présence très limitée des institutions de l'État, y compris la présence limitée des organes légitimes de sécurité où des groupes armés (ex-Séléka) qui ont commis des atrocités fonctionnent comme les autorités de facto, contrôlant un grand nombre de villages, tout en privant les personnes de leur liberté et infligeant des amendes et taxes illégales, instruire ou influençant les quelques représentants de l'état présents. Certains villages ont été complètement incendiés lors de la crise de 2013 même après à cause des autres incidents d'insécurité sporadiques d'où d'autres villages n'existent plus. Les habitants ont pris fuite vers la République démocratique du Congo et d'autres dans des familles d'accueil et buissons éloignés. La présence de barrières érigées par des groupes armés obligent les populations tant piétons que véhicules et moto à verser de l'argent avant tout passage, mais les privilèges sont les humanitaires, leaders religieux ; personnels de santé et de l'éducation. La valeur des sommes demandées au niveau des barrières est très variables selon les catégories.

La présence de barrières érigées par des groupes armés obligent les populations tant piétons que véhicules et moto à verser de l'argent avant tout passage, mais les privilèges sont les humanitaires, leaders religieux ; personnels de santé et de l'éducation.

12. Risques et Incidents majeurs de protection.

L'équipe d'évaluation a enregistré les différentes catégories et la récurrence des incidents de protection dans les villages enquêtés et les résultats par sous- préfectures sont résumés ci-dessous

Table 5 : Incidents de protection globale mai-juillet 2016

Incident de protection	Alindao	Mingala	Kembe	Mobaye	satema	Zangba	TOTAL
Arrestations illégales, détentions et exactions	10	8	6	11	8	10	53
Exécution (assassinat/ meurtre)	4	3	5	2	4	2	20
Meurtre de personées accusées de sorcellerie et métamorphose	9	5	7	4	5	6	36
Violence sexuelle et sexistes(VBG-S)	21	34	32	28	34	38	187

Exploitation sexuelle (prostitution et autres)	78	68	51	31	10	40	278
Violation au droit au LTP	19	21	18	49	41	42	180
Menace et harcèlement aux retournées	15	32	40	28	58	60	233
Extorsion ou taxes illégales	116	42	36	20	32	30	276

Table 6 : Cas d'incidents liés à la protection de l'enfance

Risque de protection	Alindao	Mingala	Kembe	Mobaye	satema	Zangba	Σ	Proportion par sexe	
								F	G
Cas des enfants non scolarisés (6-11 ans)	101	202	102	65	103	102	675	58%	42%
Cas enfant sans actes de naissances		180	122	142	205	189	953	51%	49%
Cas des enfants non accompagnés	5	3	6	3	7	5	29	10	90
Cas des orphelins (es)	12	14	9	13	8	10	66	50%	50%
Cas des abus et négligence	10	14	8	11	8	10	61	56%	44%
Cas des enfants dit sorciers	7	5	3	6	9	11	41	48%	52%
Cas des enfants handicapés et albinos	3	1	4	6	6	5	25	51%	49%
Cas de recrutement des enfants dans les groupes armés	30	16	22	18	24	22	132	3%	97%
Cas de mariage précoce / force	9	7	11	10	12	9	58	100%	0%
Utilisation des enfants dans les chantiers de mines et autres travaux pénibles	21	25	16	8	11	15	96	15%	85%

13. Intervention des acteurs humanitaires.

Selon le 3W de OCHA en mai 2016, la préfecture de Basse Kotto compte 11 acteurs humanitaires dans tous les secteurs dont 4 agences de nations unies, 5 ONG et 2 organisation internationales lesquelles leurs activités sont limites aux interventions RRM, distribution des quelques semences et vivres dans certains communes et villages. A titre d'exemple, les sous-préfectures de Mobaye, Zangba, Satema et Kembe qui sont les grands points d'entrée et de réception de rapatriés spontanés ne disposent pas des acteurs humanitaires dans presque tous les secteurs et sont exposées aux risques de violences par les différents groupes armés qui contrôlent la majorité des villages.

14. Situation sécuritaire et déplacements dans les sous-préfectures.

14.1 Situation sécuritaire et déplacements dans la Sous-préfecture d'Alindao

Les affrontements ont éclaté le lundi 4 Juillet à Bambari entre deux factions opposées appartenant au même groupe armé. Les tensions résultant de cette escalade des combats ont commencé dans la ville d'Alindao et sa périphérie. Ces tensions ont abouti à un combat entre deux factions du 6 au 9 Juillet 2016, idéologiquement aligné sur les mêmes factions combattantes à Bambari. Deux dirigeants de l'une des factions grièvement blessés et admis à l'hôpital du district d'Alindao et éventuellement décédé. Les affrontements entre les groupes armés ont aussi occasionné la mort du chef de village de Ngouli (groupement Ngouli) torturé par une des factions combattantes sur les allégations qu'il n'a pas obéi à leurs règles et n'est pas loyal envers eux. Le chef du village (Mr. Kambo Maurice) est décédé suite à la torture par laquelle ses côtes ont été brisées avec des saignements graves. Le village de Balada, situé à 17 km d'Alindao vers Mingala était devenu le champ de combats entre les musulmans et les Mbororo laissant 02 Mbororo et 07 Musulmans tués et l'aide camp d'un leader d'un de deux factions opposées a été grièvement blessé et par la suite son pied était amputé à l'hôpital d'Alindao et par la suite celui-ci aurait trouvé la mort.

Ces affrontements étaient suivis par les déplacements préventifs récurrents vers Mingala au PK 12, PK 15 et PK 17. Quarante-deux (42) ménages dont 325 personnes ont été enregistrés au village de Balada groupement de Ngouli, 98 ménages dont 293 personnes dans le village de Gbakoforo, et 22 ménages dont 89 personnes dans le village de Baka-Odjo et sont désormais logés par des communautés d'accueils. **Ensemble 202 ménages dont 687 personnes déplacées en communautés d'accueil sont en besoins d'assistance humanitaires.**

14.2 Des anciens déplacés venant de Zangba.

L'équipe d'évaluation a noté 2.023 personnes déplacées depuis août 2015 (soit 302 ménages) provenant de villages de Gbaga, Ounda, Toukou, Ndougba et Gofô, Gréyanda Bada, Koulinda, Ndoma Vodia et Govia dans la commune d'Ouambe sous-préfecture de Zangba, se sont déplacés dans la commune de Bangui-Kette dont 768 déplacés (soit 154 ménages) sont dans les villages de Mode1 et Goniaka (Groupement Nzelete). De nombreuses personnes ont précipitamment quitté leurs villages sans rien prendre pour se réfugier dans la brousse et dans des familles d'accueils à Ngakobo, Alindao et dans le groupement Nzéléte. Les déplacements font suite à la crise qu'a connue le groupement Malégbassa (Pk 40 de Zangba) et Gréyanda (PK 80 de Zangba), dans la sous-préfecture de Zangba, fait suite à la destitution du maire de la commune de Ouambé résidant à Maligbassa, précédemment nommé par le gouvernement déchu lors de la crise centrafricaine en Mars 2013, par les groupes armés qui occupent la Basse-Kotto. Le rapport RRM de l'ONG ACTED en août 2015 avait

confirmé que depuis leurs arrivées à Nzelété et à Alindao, malgré certaines distributions en kit NFI et les vivres par les acteurs comme ACTED, COHEB, PAM, FAO, et CICR les besoins restent préoccupants et la majorité de ces déplacés préfèrent retourner dans leurs villages d'origines dans la sous-préfecture de Zangba.

14.3 Aperçu de situation dans la Sous-préfecture de Mingala:

La nomination de maire de Siriki a été rejetée par les ex-Séléka qui contrôlent Mingala parce que le maire est une femme. Le rejet d'une femme comme le maire dans l'administration par ces groupes armés pourrait signifier l'idéologie de la Sharia même si cela n'est pas systématiquement confirmé. La peur et l'incertitude qui prévaut dans la sous-préfecture à cause de marchands soudanais armés qui collaborent avec les groupes armés locaux. Ces groupes armés exploitent les enfants dans les cueillettes de poivres sauvages et café pour vendre aux marchands soudanais armés. D'autres enfants en majorité non-inscrits dans les écoles travaillent dans les chantiers de mines. Dans les villages de Banda 1-4, Nguendere (Commune Siriki) et village de Bana Dobe il a été noté 16 cas des enfants enrôlés dans les groupes armés depuis 2014 à l'âge de 14 ans selon les informations données par leurs parents même les notables locaux.

Cinquante-sept (57) ménages de rapatriés spontanés sont arrivés dans les villages de Nguendere, et Banda 2-,4 commune Siriki dans les familles d'accueils car leurs maisons avaient été incendiées avant leur fuite vers la RDC. Certains des habitants de ces villages qui n'ont pas fui vers la RDC ont trouvé refuge dans les buissons à proximité et de nouveaux villages y ont été créés. Nous avons compté 62 maisons qui ont été incendiées pendant la crise. L'assistance pour leur réinstallation serait pertinente.

Il a été noté l'augmentation de recrutement de jeunes (enfants) dans des groupes armés dans la sous-préfecture de Kembe, même dans les autres sous-préfectures suite à la peur de l'infiltration des Anti-Balaka parmi les rapatriés.

14.4 Aperçu de situation dans la Sous-préfecture de Kembe:

9 Juillet 2016, 51 ménages rapatriés (129 personnes) étaient en route pour Kembe venant de la RDC et ils ont été arrêtés par des hommes armés sur une route desserte vers le village de Dimbi dans Commune de Mbui sur ordre du chef de terre de Dimbi. 09 autres chefs de groupe de rapatriés ont été aussi arrêtés et fouettés par les groupes armés pour vérifier s'il n'y avait pas des anti-Balaka parmi eux. Ils ont été libérés après un jour et ils ont procédé aux différentes destinations y compris Kembe et Kongbo. Cette menace par les groupes armés a freiné le taux de retour de rapatriés de RDC au mois de juillet. En plus ils disent qu'ils ne peuvent lire les documents

d'identification présentés par les rapatriés car ils ne sont pas éduqués pour lire les documents. À cet égard alors que ces groupes armés agissent comme l'autorité de facto, ils demandent que les ONGs interviennent pour confirmer que les documents présentés par les rapatriés sont authentiques. Les dirigeants des groupes armés souhaitent être intégrés dans les programmes d'alphabétisation. Il a été noté que ces jeunes hommes armés ont été recrutés dans ces groupes armés à l'âge précoce de 14 ans. On signale aussi l'augmentation de recrutement de jeunes (enfants) dans des groupes armés dans la sous-préfecture de Kembe, même dans les autres sous-préfectures suite à la peur de l'infiltration des Anti-Balaka parmi les rapatriés.

14.5 Situation de retour dans la Sous-préfecture de SATEMA:

Les retournées dans la sous-préfecture de Satema sont les plus part en provenance du site de Inke en RDC 138 personnes soit 42 ménages ont été stoppés avant leur arrivée dans la dite sous-préfecture par le groupe ethnique Youlou sous prétexte que ces retournées seraient des Anti-Balaka. Pendant longtemps ils ont été libérés par condition que si un seul cas d'Anti-Balaka se suspectait la responsabilité reviendrait au chef de ces retournées. Des jeunes ont été recrutés par un groupe armé de l'ethnie Youlou provenant de villages de Togbo, Gbama et Ndoma afin de renforcer la surveillance des rapatriés et de retournées.

15. Analyse de besoins sectoriels

15.1 Abris, Articles non Vivres et protection.



15.2 Abris

Les familles d'accueil dans la plupart des cas ont des capacités limitées et ne sont pas en mesure de fournir des maisons pour un logement convenable. Sur 200 cent ménages de rapatriés interviewés dans les différents villages et quartiers, les résultats étaient les suivants: 84 ménages (42%) sont dans des familles d'accueil, 20 ménages (10 %) sont dans des maisons louées relativement bien au toit de chaume, tandis que les 88 ménages (44%) sont habités dans des maisons en mauvais états dont le toit en paille ne peut pas résister aux pluies. Ces maisons avaient été abandonnées depuis longtemps, alors 8 ménages (4%) des rapatriés vivent dans des maisons prêtées temporairement par d'autres parents et amis. En général, les rapatriés vivent dans



des conditions difficiles ayant noté que, en moyennement ils sont en direct sur 2.3m² par personne sur une famille dans la même maison ou un abri. Seules deux familles sur 10 ont une feuille de plastique utilisé exposant les personnes les plus vulnérables aux risques graves en particulier au cours de ces saisons pluvieuses. Les mauvais logements engendrent les risques de viols sexuels aux femmes, jeunes filles et enfants car il a été noté que 20% de cas de viols sont occasionnées par la cohabitation dans la même chambre. L'absence de lumière dans les maisons expose les le plus vulnérables aux violences, particulièrement les femmes et les filles.

15.3 Articles non Vivres (NFI)

L'évaluation pour les 200 ménages de rapatriées montre un score NFI très alarmant de 4.5, certainement au-dessus du seuil d'urgence, les ménages déplacés ayant fui précipitamment en n'emportant rien avec eux. Les besoins sont particulièrement très critiques en termes de moustiquaire (5.0), de natte (5.0), de kits cuisines (5,0), d'habit enfant (4,7) et de bidon et seau (4,4). La distribution des kits NFIs y compris bâches avec des rations vivres pour protéger ces NFIs est urgente et pertinente. Il est recommandé aussi de distribuer des kits NFI allégés pour les familles d'accueil et les ménages résidents, pour éviter les risques de pillage ou vol. A part de l'assistance en abris d'urgence et les NFIs, tous les rapatriées interviewée et les retournées ont fortement montrés leurs besoins d'assistance pour la réinsertion socio-économiques notamment : disponibilité des actes naissances pour les enfants et l'inscription scolaire ; accès à l'éducation et aux soins de santé, appui à la réhabilitation ou construction de logements, plaider pour la récupération de leurs biens, et assistance aux moyens de subsistance.

15.4 Eau, Hygiène et Assainissement.



Les principales sources d'approvisionnement en eau dans les différentes sous-préfectures sont : (i) les peu puits ; de forages parfois en mauvais état avec l'eau coloré, (ii) les puits aménagés,(iii) les puits non aménagés, (iv)les rivières/marigots et (v) l'eau de pluies recueils. Les difficultés de stockage de l'eau obligent les ménages à faire de nombreux déplacements pour les corvées d'eau souvent à des distances de plus de 5 km. En globale le taux d'accès à l'eau potable par la population est de 3.5% car le

L'eau consommée par 97 % de la population



Figure 6 : Latrine des majorités de ménages

faible accès à l'eau potable dans la préfecture de Basse Kotto est chronique.

L'évaluation sur l'eau, hygiène et assainissement (EHA) faite sur 600 ménages enquêtés avec une population de 3.900 habitants dont le nombre d'enfants de moins de 5 ans est de 1 053. L'évaluation a révélé des constats suivants : 15 ménages soit 2.5 % des ménages ont accès à l'eau potable à moins de 500 mètres. Nombre de ménage disposant une latrine est de 78 ce qui représente 13% de ménages enquêtés. Les pratiques familiales essentielles (PFE) en matière d'EHA sont presque inexistantes. Quarante-neuf (99) ménages (16.5%) seulement dorment sous une moustiquaire. Ces résultats comme détaillés dans le tableau ci-après montrent que 80.5% des enfants de moins de 5 ans ne dorment pas dans une moustiquaire. L'hygiène corporelle demeure une préoccupation majeure au sein de la population avec des incidences grave sur la santé dans tous les villages avec une situation plus alarmante L'équipe de l'évaluation a constaté de nombreux cas de gales, de maladies diarrhéiques des dermatoses imputables au manque d'hygiène corporelle. Les enfants et les femmes en sont les plus vulnérables.

Tableau 7 : Détail sur EHA dans les ménages

Intitulée	Nbre Ménages	Nbre Personnes	Enfts de -5 ans	% (ménages)
Nombre total des ménages enquêtés	600	3.900	1 053	
Nombre de ménages ayant accès à l'eau potable à moins de 500 mètres et en temps (<15mn)	15	96	26	2.5%
Nombre de ménages disposant une latrine	78	507	137	13%
Nombre de ménage qui cite au moins 3 moments clés pour le lavage des mains.	00	00	00	9%
Nombre de ménage qui disent se laver les mains avec du savon ou de la cendre	96	624	169	16%
Nombre moyen de litres d'eau potable utilisés par les ménages par jour.		00	00	00
Nombre de ménages dormant sous une moustiquaire	99	644	174	16.5
Nombre de ménages souffrant des maladies courantes (Diarrhée, paludisme, IRA etc...)	582	3 783	1 021	97
Nombre de ménages disposant les dispositifs pour stockage de l'eau	180	1 170		30



15.5 Risques de protections liées au faible accès à WASH.

Dans les villages enquêtés, les femmes et les enfants (filles et garçons) sont les principaux responsables de l'eau à usage domestique. Elles sont spécialement affectées quand elles doivent se déplacer de longues distances pour accéder à des toilettes communes ou pratiquer la défécation à l'air libre. De plus, quand les points d'eau sont éloignés, ces groupes de la population sont plus à risque des violences basées sur le genre et plus exposés aux autres risques comme morsures de serpents lors du puisage et transport de l'eau.

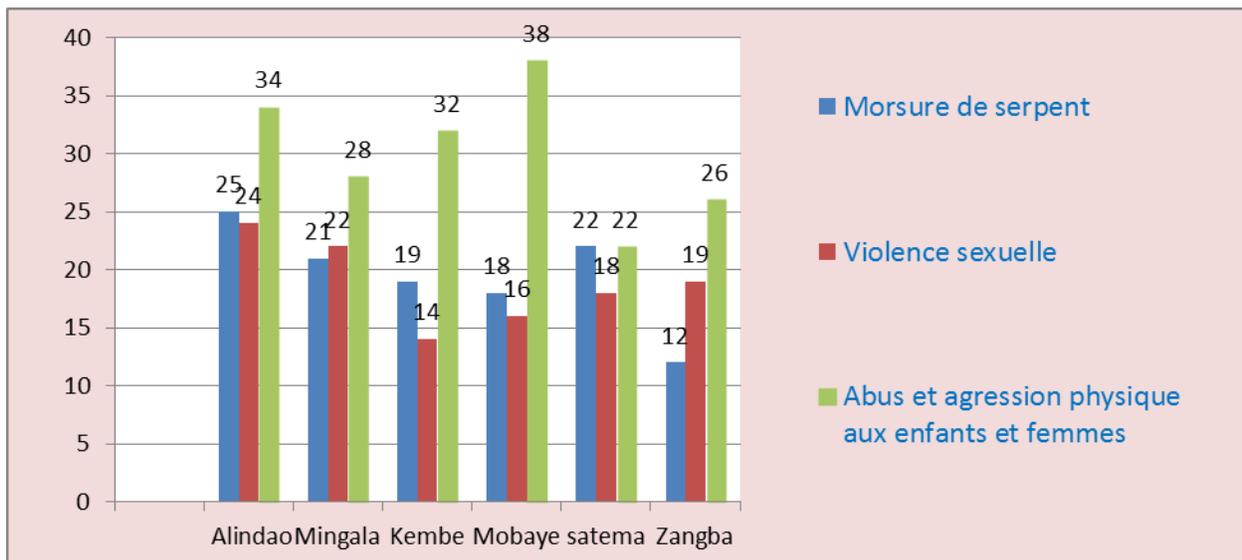


Figure 7 : Incidents de protection liés à WASH

L'évaluation a enregistré 117 cas de morsures de serpents aux enfants et femmes, 113 cas de Violence sexuelle aux jeunes filles et femmes, et 180 cas des abus et agression physique aux enfants pour le moi de mai, juin et juillet. Les femmes et les filles étant donc très vulnérables à des harcèlements et abus sexuels. Beaucoup d'entre elles limitent leur utilisation d'eau pour la préparation de nourriture et retardent ou limite les besoins de se soulager dont les conséquences augmentent les risques d'infections.



Figure 8 : Des femmes et des enfants aux risques liés à WASH

15.6 Sécurité alimentaire :



La situation en termes de sécurité alimentaire pour les rapatriées, retournées même dans les familles d'accueils est inquiétante, car le score de consommation alimentaire de 30 est faible et s'explique par le fait que les ménages déplacés, dépourvus de réserves alimentaires subsistent au quotidien grâce aux familles d'accueil.

Au moyen, 88% des adultes et 75% des enfants enquêtés ont déclarées ne prendre qu'un seul repas par jour pendant les cinq derniers jours. 100% des ménages enquêtés déclarent ne pas avoir de réserves alimentaires pour plus d'une semaine. Il a été noté aussi que l'accès aux aliments et aux moyens de subsistance est très faible aux rapatriées/ retournées même les familles d'accueils.

En effet, 100% des ménages enquêtés déclarent ne pas avoir de réserves alimentaires pour plus d'une semaine : En outre, 87 % des ménages ont déclarées de ne pas avoir accès à des terres cultivables et 72% ont affirmées également être dépendants des travaux journaliers ce qui ne leur permet pas d'avoir un accès régulier ou diversifié à la nourriture.

Proportion de ménages	Nombre de repas/ réserve alimentaire	Percentage population
Proportion de ménages par nombre de repas par jour pour les adultes	1 repas	88%
	2 repas	12%
	3 repas et plus	0%
Proportion de ménages par nombre de repas par jour pour les enfants	1 repas	75%
	2 repas	18%
	3 repas et plus	0%
Proportion de ménage en fonction de la durée de réserve alimentaire	1 semaine	100%
	2 semaine	0%
	3 semaine	0%
	4 semaine	0%

Table 7 : proportion de ménages dans l'insécurité alimentaire :

15.7 Santé



La santé est l'un des secteurs le plus touché par la crise dans la préfecture de Basse Kotto affectant l'accès aux soins de santé à la population. Selon les résultats de l'enquête HeRAMS conduite avec l'appui de l'OMS en août 2015, sur les 44 structures de santé que compte la sous-préfecture, 12 dont 27% portent encore les stigmates de la crise (destruction partielle ou totale), 27 sont partiellement ou non fonctionnelles et environ 48 % des structures fonctionnelle sont appuyé par l'ONGI CORDAID. Il s'agit des FOSA se trouvant dans la sous-préfecture sanitaire d'Alindao. La préfecture bénéficiait l'appui de Save the Children International dans certain FOSA mais le projet

est clôturé. Signalons que dans les sous-préfectures sanitaires de Mobaye et de Kembe dont la population est de 119.520 aucun acteur n'intervient dans les secteurs santé, WASH et protection.

15.8 L'accès des soins de santé

75 % des rapatriés même les résidents enquêtés disent ne pas avoir accès aux soins de santé dans leurs villages. Cela serait dû au manque de moyens et à la distance de ces centres par rapport à leurs résidences. L'accès à la gestion clinique urgente des viols en 72h est presque insistant. L'amélioration des structures sanitaires et de l'accès aux soins de santé devrait se faire dans les sous-préfectures de Mobaye, Zangaba, Kembe et de Satema. **Une évaluation multisectorielle est envisagée dans les sous-préfectures sanitaires de Mobaye et de Kembe par l'ATEDEC du 18 -30 aout 2016 avec assistance de l'UNICEF en collaboration avec lesdits districts sanitaire et le rapport sera partagé avec les clusters concernés.**

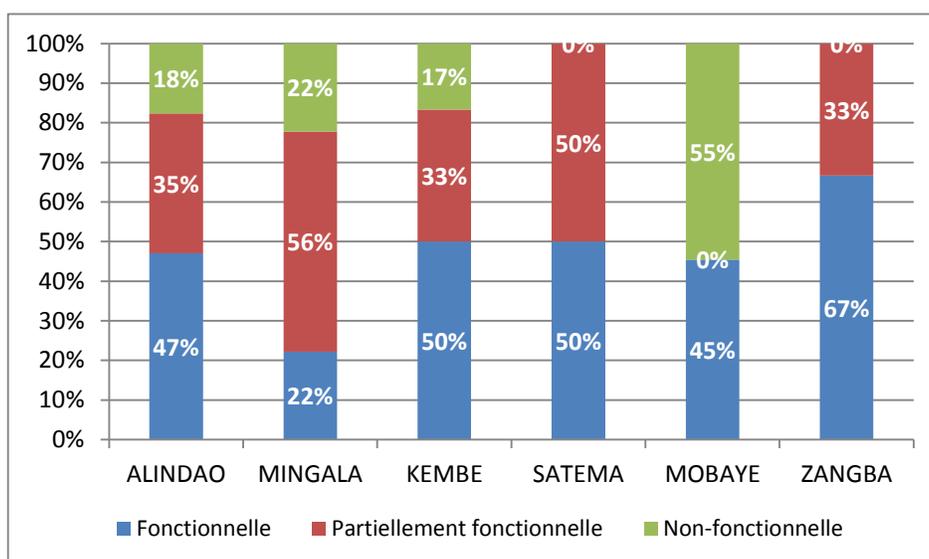


Figure 9 : taux de dégradation de structure sanitaires.

16. Principaux Recommandations

À la lumière du contexte et des résultats d'évaluation tel que décrit dans ce rapport, les interventions humanitaires sont très faibles dans la préfecture de la Basse Kotto. En plus, le très faible accès aux services sociaux de base et la faible présence de l'autorité de l'état, l'incertitude et manque d'informations suffisantes sur le plan sectoriels et humanitaire ont conduit à une crise humanitaire chronique reflétée dans la dégradation de tous les secteurs. **Pour répondre aux besoins énumérés dans ce rapport, ATEDEC propose les interventions suivantes :**

16.1 Abris et NFI

- 1) Apporter un appui en kits NFI complets pour le relogement des ménages de rapatriés /retournés dans les familles d'accueil en priorisant les ménages dirigés par les femmes.
- 2) Faire une distribution d'abris d'urgence aux, ménages de rapatriés /retournés dans les familles d'accueil en priorisant les ménages dirigés par les femmes
- 3) Distribuer des kits NFIs allégés pour les familles d'accueil et les ménages résidents pour éviter des vols, grappillages, jalousie, et autres violences aux plus vulnérables parmi les rapatriés.
- 4) Apporter un appui à la réhabilitation des maisons détruites et promouvoir les AGRs, et les moyens de subsistance.

16.2 Protection

- 1) Plaider pour sécuriser la préfecture afin de favoriser le retour des personnes retournées dans leurs villages d'origines et plaider pour réinstallation et mise en place de l'autorité de l'état.
- 2) Mettre en place ou renforcer les services VBG dans les localités de rapatriés / retournées et établir des systèmes de référence, et prise en charge psychosociale pour les victimes de violences sexuelles.
- 3) Informer et conseiller les rapatriées et retournées affectées dans l'accès aux logements, terres et propriété, intégrant les différences légales et culturelles liées au genre.
- 4) Sensibiliser les hommes et les porteurs d'armes sur leur rôle dans la prévention des abus sexuels.
- 5) Mettre en place un système de monitoring et de protection, spécialisée en entretiens avec des enfants et adolescents/es.
- 6) Former les comités de crise de base communautaires mixtes (homme et femmes) en protection transversale.

16.3 Protection de l'enfance

- (1) Faire une identification, profilages et assistances aux enfants et adolescents dans les communautés d'accueil.

- (2) Sensibiliser la communauté sur la prévention du recrutement des enfants et sur comment le reporter.
- (3) Réintégrer les garçons et les filles recrutés par les groupes armés
- (4) Formation de réseaux communautaires de base communautaires mixtes et agents psychosociaux en protection de l'enfant.
- (5) Mettre en place les services psycho-sociaux pour les enfants victimes de violences et autres violations

16.4 Sécurité Alimentaire

- 1) Distribuer des vivres (PAM) à tous les ménages rapatriés spontanés et les déplacés retournés dans les familles d'accueil ;
- 2) Distribuer les semences maraichères (amarante, épinard, gombo etc...) et les outils aratoires (houe, machette, arrosoir, râteau et pelle) à tous les ménages rapatriés ou retournés.
- 3) Redynamiser les projets agropastoraux et de prise en charge nutritionnelle des plus démunis (y compris les familles d'accueil)
- 4) Appuyer les groupements villageois et réhabiliter des pistes agricoles avec un appui en Vivres contre travail en vue de favoriser l'écoulement des produits sur les marchés
- 5) Faire une évaluation d'économie alimentaire des ménages dans tout le département pour déterminer le niveau de vulnérabilité par groupes spécifiques pour un meilleur ciblage des groupes vulnérables

16.5 WASH

- 1) Distribuer des comprimés aqua-Tabs aux habitants en attendant une action de plus long terme.
- 2) Appuyer les communautés dans les réaménagements des sources d'eau potable
- 3) Sensibiliser la population sur les bonnes pratiques en Eau, Hygiène et Assainissement
- 4) Mobiliser les partenaires humanitaires et les autorités locales pour qu'un accent particulier soit mis sur l'assainissement de l'eau et l'aménagement des sources d'eau pour donner accès à l'eau potable aux populations.

16.4 Santé

- 1) Faire les soins gratuits pour tous les ménages de retournées / rapatriés par des cliniques mobiles.
- 2) Encourager les bailleurs de fonds pour une plus forte mobilisation des ressources en faveur de la réhabilitation et renforcement des capacités de structures sanitaires.

16.6 Infrastructures routiers et de pistes rurales

1. Assister à la reconstruction des infrastructures endommagées limitant l'accès à certaines populations et à la circulation des produits et marchandises et aux autres services sociaux par l'approche vivres contre travaux ou cash for work.